



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 8 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 octobre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOULOGNE**

Hoëricourt, Les orgères

Le Biez de l'Etre, Les Sablons  
52100 Saint-Dizier

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 octobre 2023 dans l'établissement BOULOGNE implanté Hoëricourt, Les orgères Le Biez de l'Etre, Les Sablons 52100 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 13 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La situation hydrologique ne s'améliorant pas sur le territoire de la Haute-Marne en l'absence de précipitations sensibles en ce début de mois d'octobre et au regard des perspectives de pluies faibles, l'inspection des installations classées a déclenché une visite d'inspection le 24 octobre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOULOGNE
- Hoëricourt, Les orgères Le Biez de l'Etre, Les Sablons 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701037
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise BOULOGNE est une carrière de matériaux alluvionnaires exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2892 du 29 décembre 2017. L'exploitation est répartie en deux sites distants de 450 m et composé du site 1 à l'Ouest pour une surface exploitée de 9 ha 51 a 50 ca.

Le site 2 à l'Est est exploité pour une surface de 9 ha 15a.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002  
52901 CHAUMONT cedex

La production moyenne annuelle est de 54 445 tonnes pour les sables et de 38 000 tonnes pour les graviers.

Le site dispose d'une installation de traitement située sur le site 2.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion et utilisation de l'eau en période de sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.2	/	Sans objet
2	Soumission à l'AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 point I	/	Sans objet
3	Modalités de non-soumission à l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
4	Réduction de prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point I	/	Sans objet
5	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point II	/	Sans objet
6	Mesures départementales de limitation relatives aux usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté le jour de la visite que l'installation de traitement des matériaux fonctionnait avec de l'eau réutilisée à plus de 20%.

Par conséquent l'exploitation est exemptée des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé.

Il est donc proposé à madame la préfète de le notifier à l'exploitant via une lettre préfectorale.

Par ailleurs, il a été mis en évidence le jour de la visite que le dispositif de comptage sur le point de prélèvement dans la Marne était hors-service et le dispositif de prélèvement dans le bassin d'eau claire ne disposait pas de compteur.

L'exploitant s'étant engagé à remplacer le compteur HS sous 2 semaines et à mettre en place un compteur sur le point de prélèvement des bassins, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre des photos justifiant le remplacement du compteur et la mise en place du compteur sur le bassin d'eau claire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 19.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Installation de traitement des matériaux (site 2 Est) : L'installation de traitement des graviers alluvionnaires par criblage concassage et lavage de matériaux fonctionne par voie humide par un circuit fermé établi au moyen de 2 bassins de décantation, créés dans la partie Est du site 2 Est ; ces eaux transitent par un fossé, imperméabilisé par les fines et qui sera régulièrement curé.  Après décantation, les eaux claires seront ramenées à l'installation de traitement par une canalisation mobile, ou évacuées par surverse dans la Marne.  Un appoint en eau peut s'avérer néanmoins nécessaire à partir de plans d'eau existants inclus dans le périmètre autorisé ou à partir de la rivière Marne selon un débit moyen de 150 m <sup>3</sup> /h ou un débit maximal de 200 m <sup>3</sup> /h durant 7 h par jour.  Le point de prélèvement du site 2 Est est situé en bordure rive droite de la Marne (Longitude 04.902298 – latitude 48.619206) selon le plan du site en annexe 5 au présent arrêté.  [...] La consommation annuelle d'eaux (appoint éventuel en eau sur l'installation de traitement à partir de la rivière Marne) devra être comptabilisée et renseignée sur le site internet de déclaration annuelle d'activité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le fonctionnement de l'installation de traitement qui est alimenté par de l'eau pompée un des bassins d'eau claire de l'exploitation. Cette eau passe par l'installation de traitement. Chargée en fines, elle est ensuite canalisée et envoyée dans un bassin de décantation. L'eau décantée rejoint ensuite par infiltration les bassins d'eau claire en communication directe avec la nappe d'accompagnement de la Marne.  L'eau claire est ensuite repompée pour être envoyée sur l'installation de traitement.  L'installation dispose d'un point de prélèvement dans la Marne qui sert d'appoint.  L'exploitant précise que, de par ce fonctionnement, il réutilise plus de 50 % de sa consommation d'eau. Les pertes correspondent à l'eau retenue par les matériaux.  Par conséquent, le fonctionnement de l'installation de traitement est considéré comme un circuit fermé.  Il est noté que l'exploitant a précisé que le dispositif de comptage en place sur le point de prélèvement Marne était hors service depuis mai 2023 et que le dispositif de pompage dans le bassin d'eau claire ne comporte pas de compteur.  Afin de démontrer le taux recyclage effectif, il serait opportun de mettre en place un compteur spécifique en sortie du système de recyclage.  L'exploitant précise que d'ici 2 mois, l'eau utilisée proviendra à 100 % du bassin d'eau claire et qu'il n'aura recours que ponctuellement au pompage dans la Marne.  L'exploitant s'est également engagé à remplacer le compteur hors-service sous un délai de 2 semaines.

Le volume prélevé dans la Marne est déclaré annuellement sur la plateforme de déclarations des émissions polluantes et des déchets (GEREP).
Afin de connaître le volume recyclé, l'exploitant s'est engagé à installer un compteur sur le dispositif de pompage au niveau du bassin d'eau claire.
Au regard de ces constats et des éléments apportés par l'exploitant, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite administrative.
Cependant, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées des photos attestant le remplacement du compteur hors-service et la mise en place du compteur au niveau du prélèvement d'eau dans les bassins d'eau claire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Soumission à l'AM sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 point I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b> La carrière BOULOGNE a prélevé 14 659 m <sup>3</sup> pour l'année 2022. Ce volume est issu de la déclaration établie auprès de l'agence de l'eau.  Par conséquent, la carrière Boulogne est soumise à l'arrêté ministériel du 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Modalités de non-soumission à l'AM

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; [...]
<b>Constats :</b> De part le fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux qui est considéré en circuit en fermé et qui réutilise environ 80 % de l'eau prélevée, l'installation répond au critère n°3 de l'article susvisé : l'installation réutilise au moins 20 % de l'eau prélevée.  Par conséquent, l'installation est exemptée du respect des prescriptions à l'article 2 de l'arrêté susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Réduction de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li><li>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li><li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li><li>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'installation est exemptée du respect de ces prescriptions au regard du constat n° 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Volume de référence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier.  Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.  Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.  Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population.  Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.
<b>Constats :</b> L'installation est exemptée du respect de ces prescriptions au regard du constat n° 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Mesures départementales de limitation relatives aux usages de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de restriction d'usages en zone d'alerte pour la zone Marne amont : <ul style="list-style-type: none"><li>- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau et sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;</li><li>- interdiction de laver les véhicules de l'établissement et les abords des installations de production à l'eau claire ;</li><li>- interdiction d'arrosage des espaces verts ;</li><li>- opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées son reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité du public) : interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateur d'un gros volume d'eau, sauf si cette obligation s'oppose à d'autres réglementations associées à la sécurité ;</li><li>- limitation des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'utilise pas d'eau pour l'arrosage des extérieurs, pour le nettoyage de véhicules et ne procède pas à des opérations de maintenance pouvant être consommatrice d'eau ni à des exercices incendie.  La base de vie de l'exploitation est alimentée en eau via un puits pour les sanitaires et il est mis à disposition du personnel de l'eau en bouteille pour leur consommation.  L'exploitant précise qu'an cas de sécheresse sévère il anticipe sa production pour créer du stock lui permettant d'arrêter sa production lorsque la ressource en eau est critique.  Sur la période juillet et août 2023, l'exploitant a réduit ses jours de production correspondant à une réduction d'environ 30 %.  Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet